

Communiqué de presse

Mercredi 21 mai 2008

Mandat clair pour une réforme des assurances sociales **À propos du rapport sur le développement durable du Département fédéral des Finances**

Une réforme des assurances sociales étatiques est nécessaire, si l'on souhaite que les générations futures puissent aussi en bénéficier et qu'une marge de manœuvre pour les autres tâches de l'Etat subsiste. Sans réforme, les assurances sociales exerceront une forte pression sur la formation, les transports, la sécurité ainsi que sur d'autres domaines relevant de l'Etat. Le rapport du Département fédéral des finances sur le développement durable confirme ce que l'économie réclame depuis des années : les assurances sociales, qui présentent des surcharges de nature structurelle, doivent être réformées en profondeur, tout comme le système de la santé, dont les coûts explosent.

L'évolution est inquiétante: faute de mesures correctives, l'endettement des collectivités publiques helvétiques, qui atteint actuellement près de 50 pour cent du PIB, passera à 130 pour cent du PIB en l'espace de quatre décennies seulement. Il faut ajouter à cela que la pression démographique se fera sentir à partir de 2020. Elle entraînera une augmentation massive des coûts, qui se chiffrera en milliards. La Confédération et ses assurances sociales, notamment l'AVS et l'AI, seront particulièrement touchées.

Un report des réformes indispensables vers un horizon temporel trop éloigné menacerait les assurances sociales et mettrait à rude épreuve la solidarité intergénérationnelle. economiesuisse partage le point de vue du Conseil fédéral: les réformes structurelles ne doivent pas être différées. Si l'on attend 2020 pour prendre des mesures, les corrections seront une fois et demie plus importantes que si l'on intervient dès 2010.

Dans ce contexte, il est difficile de comprendre la récente décision consistant à reporter le réexamen des tâches en matière d'assurances sociales. Le gouvernement et le Parlement ont un mandat clair: le moment est venu de relever le plus grand défi politique de la Suisse.

Pour toutes questions:

Martin Kaiser

Téléphone : 044 421 35 07

martin.kaiser@economiesuisse.ch